

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Liberté – Égalité – Fraternité

---

**ARRÊTÉ MUNICIPAL**  
**AUTORISANT L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**  
**PLACE CHRISTIAN D'ELVA**

---

Le Maire de la commune de CHANGÉ,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2213-1 à L2213-6-1 et L2215-5,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L113-1, L115-1 à L116-8, L123-8, L131-1 à L131-7, L141-10, L141-11 et L141-12,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-D-278 portant réglementation des bruits de voisinage,

VU la délibération du Conseil Municipal n° DE\_2023\_21\_D\_05 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public,

CONSIDÉRANT la demande de Monsieur Éric JOUANEN, demeurant place Christian d'Elva à CHANGÉ 53810, sollicitant l'autorisation d'installer des terrasses au droit de l'établissement La Bastide d'Elva, dont il est le propriétaire exploitant,

CONSIDÉRANT qu'il incombe à l'autorité municipale de réglementer l'utilisation du domaine public,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour veiller à la tranquillité publique et à la libre circulation sur le domaine public communal,

**ARRÊTE**

ARTICLE 1 : Monsieur Éric JOUANEN (ci-après dénommé « le bénéficiaire ») est autorisé à installer deux terrasses sur le domaine public, aux abords de son établissement sur le territoire de la commune de CHANGÉ. À charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 : L'implantation des terrasses, utilisées de manière intermittente du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre, se fera au nord pour une surface de 4 (quatre) mètres carrés, non couverte, et au sud pour une surface de 70 (soixante-dix) mètres carrés, couverte ou storée, dudit établissement. La surface totale des terrasses de l'établissement La Bastide d'Elva totalise donc 74 (soixante-quatorze) mètres carrés.

Cette implantation ne devra pas apporter de gêne à l'activité ou au déplacement d'autres personnes.

ARTICLE 3 : La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par délibération du Conseil Municipal en date du 21 décembre 2023.

Son montant, de 702,50 €, est détaillé ci-après et tel qu'arrêté par la collectivité ci-dessus désignée : redevance annuelle = prix au m<sup>2</sup> x surface occupée / durée d'utilisation. .../...

ARTICLE 4 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'Urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

ARTICLE 6 : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024 inclus.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif, dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

ARTICLE 7 : Le bénéficiaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant et après les périodes d'occupation. En cas de détérioration, de dégradations ou de salissures constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du bénéficiaire.

ARTICLE 8 : Conformément aux articles R421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NANTES (6 allée de l'île Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

ARTICLE 8 : La violation des interdictions ou le manquement aux dispositions des décrets et arrêtés de police sera poursuivie selon les textes en vigueur et engendrera l'annulation immédiate de la présente autorisation.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,  
Monsieur l'agent de Police Municipale,  
Monsieur JOUANEN,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHANGÉ, le 28 décembre 2023

Le Maire,

Patrick PÉNIGUEL

